



## **Georges CORM : «L'instrumentalisation du religieux, poison récurrent du Moyen- Orient»**

*Humanité Quotidien*

**8 Juin, 2012**

*l'Humanité des débats. L'entretien*

***Les peuples acteurs du printemps arabe se trouvent maintenant confrontés à une contre-révolution dans laquelle s'investissent le triptyque Arabie saoudite-Qatar, États-Unis- Union européenne et les mouvances islamistes. C'est ce qu'explique Georges Corm, spécialiste de la région. L'économiste et historien libanais revient aussi sur la complexe situation syrienne.***

***Quel bilan tirez-vous de ce que l'on appelle les printemps arabes ?***

**Georges Corm.** Il s'est effectivement passé de grands événements depuis un an et demi. Ce que j'ai appelé révolte arabe, plutôt que révolution, s'est déroulé en plusieurs phases. D'abord lorsque toutes les sociétés arabes, au cours de janvier, février et début mars 2011, se retrouvent dans la rue, toutes tranches d'âges et toutes classes sociales confondues, pour contester les pouvoirs en place. Elles dénoncent tout à la fois l'autoritarisme politique et le manque de liberté mais, surtout, les conditions socio-économiques et, notamment, le très fort taux de chômage qui caractérise les économies arabes. Celui-ci atteint les 30% chez les 15-24 ans. Il y avait donc à la fois une demande de dignité sociale et une demande de libéralisation politique. Ces mouvements, qui se sont pratiquement déroulés d'Oman jusqu'à la Mauritanie, ont inspiré aussi différents mouvements européens contestant le néolibéralisme, les politiques d'austérité, la montée du chômage, la précarité de l'emploi des jeunes... On a eu là un très beau moment où les deux rives de la Méditerranée se sont mises à l'unisson pour contester des pouvoirs en place.

Dans une deuxième étape, malheureusement, va se réaliser ce qu'on peut appeler la contre-réaction. L'acte le plus extraordinaire, même si les médias occidentaux en ont très peu parlé, a été l'entrée des troupes saoudiennes à Bahreïn, pour mettre au pas les manifestants qui campaient sur la principale place de la capitale, Manama. Il y a un second dérapage qui a lieu au Yémen (où il faut saluer le rôle capital des femmes dans les manifestations), avec un président, Ali Abdallah Saleh, manifestement soutenu par l'Arabie saoudite. Par la suite, la situation va dégénérer à la fois en Libye et en Syrie. En Libye, il y a l'intervention de l'Otan, avec des bombardements massifs dont on peut se demander s'ils étaient vraiment nécessaires pour chasser le dictateur libyen.

### ***Que se passe-t-il exactement en Syrie ?***

**Georges Corm.** En Syrie, la bataille se déroule sur trois niveaux. Il y a des questions purement locales avec, là aussi, une détérioration des conditions socio-économiques, notamment dans les campagnes. Mais le pouvoir s'est mis dans une posture de déni de ce qui se passe chez lui. La question va ensuite devenir régionale avec des interventions extrêmement brutales de la part du Qatar, de la Turquie et de l'Arabie saoudite. Des pays qui entendent donner des leçons de démocratie au régime syrien ! Enfin, le niveau international où brusquement la Chine et la Russie se révoltent contre l'instrumentalisation du Conseil de sécurité de l'ONU par les États-Unis et leurs alliés. À ce moment-là, la bataille pour la Syrie devient emblématique d'une volonté de briser l'unilatéralisme américain, européen et des pays de l'Otan dans la gestion de la planète. Donc, la situation syrienne devient extrêmement compliquée.

### ***Où se trouve la solution ?***

**Georges Corm.** Aujourd'hui, il n'y a pas de solution au problème syrien ! Vous avez une guerre médiatique, une guerre des images qui est presque sans précédent dans l'histoire des médias où l'on n'a que la thèse du Qatar, de l'Arabie saoudite, des États-Unis, de la France et des autres pays européens. Ce que peut dire le régime politique n'est pas entendu du tout. Bien sûr, même si l'on n'a pas de sympathie pour le régime syrien, ce que je comprends parfaitement, il faut quand même, dans une situation qui est déjà une guerre civile ouverte, écouter ce que disent toutes les parties et pas une seule, si on veut aller vers l'apaisement. J'ai dit déjà qu'il fallait distinguer les plans local, régional et international concernant le problème syrien. Au niveau local, vous avez deux types d'oppositions qui sont très différentes l'une de l'autre et qui s'écartent de plus en plus. Vous avez l'opposition dite de l'intérieur, qui est constituée de très nombreux militants de la première heure opposés au régime, qui ont pu faire parfois plus de dix ans, quinze ans ou vingt ans de prison, tel l'ancien dirigeant communiste Riad Al Turk qui a passé dix-huit ans en isolement. Cette opposition intérieure ne se laisse pas prendre dans les filets des diplomaties occidentales, comme le fait l'opposition de l'extérieur. Le régime a fait des ouvertures, timides, insuffisantes, mais il en a fait. Il a même organisé une séance de dialogue national qui, malheureusement, est restée sans lendemain. Puis, à l'automne dernier, il a permis à l'opposition de se réunir dans les faubourgs de Damas sans que personne ne soit emprisonné.

L'opposition externe est composée de réfugiés politiques ou tout simplement de Syriens établis à l'étranger qui ne se sont pas –□pour certains□– directement frottés à la rugosité du régime puisqu'ils étaient dehors, et qui se sont tout de suite laissés prendre dans les filets, notamment de la diplomatie turque puis de la diplomatie française, puisque deux figures majeures de cette opposition de l'extérieure sont Burhan Ghalioun, universitaire bien connu en France, et Basma Kodmani, qui a été chercheur à l'Ifri pendant de longues années. Et vous avez des Frères musulmans et des personnalités très hétéroclites, dont souvent on entend parler pour la première fois, qui n'ont pas vraiment de passé politique. Vous avez un Observatoire des droits de l'homme qui s'est mis en place à Londres et qui n'est pas directement sur le terrain. Vous avez cette impression de désordre extraordinaire. On a bien vu aussi de quelle manière ils étaient instrumentalisés avec la constitution d'un groupe dit des «□amis de la Syrie□», qui s'est réuni en Tunisie d'abord puis en Turquie, maintenant aux États-Unis et bientôt en France. Le Conseil national syrien (CNS), qu'a créé cette opposition à l'étranger, est paralysé aussi par les querelles internes. Par ailleurs, il semble n'avoir aucune influence sur ce qu'on appelle l'Armée syrienne libre (ASL) qui reçoit massivement des armes et une bonne partie d'entre elles à partir du Liban.

Le deuxième volet est évidemment le volet régional. Il n'est un secret pour personne que la diplomatie de l'Otan a un objectif majeur et massif, dissuader l'Iran d'enrichir de l'uranium, couper les liens de la Syrie avec l'Iran et du Hezbollah avec l'Iran. Et, évidemment, assurer la sécurité d'Israël puisque le Hezbollah, par deux fois, a réalisé des exploits militaires contre l'armée israélienne, l'obligeant à se retirer du sud du Liban après vingt-deux ans d'occupation, en 2000, et l'empêchant de revenir réoccuper cette même zone en 2006. Le Hezbollah est d'une certaine façon une puissance militaire considérée comme extrêmement dangereuse pour l'État d'Israël. Donc, l'objectif de la bataille pour la Syrie au niveau régional est évidemment, en cas de changement de régime, de couper l'approvisionnement en armes du Hezbollah à partir de l'Iran, de séparer la Syrie de l'Iran, et donc d'affaiblir considérablement l'Iran en attendant qu'on puisse opérer un changement de régime à Téhéran.

L'aspect international maintenant. La Russie et la Chine estiment que le Moyen-Orient est un carrefour géographique et stratégique trop important –□il représente le plus grand réservoir d'énergie du monde□– pour qu'ils le laissent à une gestion exclusive des États-Unis et des membres de l'Otan. Ils ont donc décidé de miser le tout pour le tout pour saper l'unilatéralisme américain et européen au Moyen-Orient. En tout cas, ils ne veulent pas les laisser mettre la main sur l'ensemble de la région parce qu'on sait très bien, ici, que les mouvances de type Frères musulmans et fondamentalistes ont donné plus d'un signal aux gouvernements occidentaux sur le fait qu'ils n'étaient pas hostiles à l'Occident. Ils ne parlent pratiquement pas de la question palestinienne, de la souffrance des Palestiniens. Ils sont très souvent néolibéraux en matière de doctrine économique. Vous avez donc cette alliance qui est en train de se cimenter très fortement : Arabie saoudite-Qatar, États-Unis-Europe et forces islamiques diverses sur le terrain dans les pays qui ont connu des révolutions. Voilà où nous en sommes.

### ***La crise syrienne va-t-elle affecter durablement le Liban ?***

**Georges Corm.** Il était clair qu'il serait affecté, notamment à partir du moment où la Turquie ayant largement fait marche arrière par rapport aux positions d'avant-garde qu'elle avait prises sur la question syrienne, on s'est tourné vers le Liban. Pays où les mouvements dits djihadistes ou takfiristes sont en train de prospérer, toujours avec des aides en provenance d'Arabie saoudite et du Qatar, et qui a une frontière commune avec la Syrie, notamment au nord du Liban, qui est à moins de 30 kilomètres de la ville de Homs. On savait, depuis des mois déjà, que des combattants en armes partaient vers les éléments armés syriens anti-régime. Ce qui explique que la bataille de Homs ait été aussi longue. Il est clair que le nord du Liban sert de couloir pour ravitailler en armes les insurgés syriens.

### ***Quel est le rôle du Qatar et de l'Arabie saoudite ?***

**Georges Corm.** Dans le cadre de la contre-réaction, on a une constellation qui est très claire : les pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG), à la tête desquels se trouvent la très puissante Arabie saoudite et le très dynamique Qatar qui, brusquement, est partout. Cette coalition est composée de ces États qui financent très généreusement, depuis des décennies, toutes les mouvances de type fondamentaliste (salafistes, Frères musulmans...), qui vont les pousser à l'occasion des élections, en Tunisie puis en Égypte. Finalement, on assiste au rapt de ces deux révolutions. C'est d'ailleurs au moment de cette opération de contre-révolution que le Conseil de coopération du Golfe invite les deux autres monarchies arabes, la jordanienne et la marocaine, à devenir membres du CCG. C'est ainsi que, finalement, s'organise toute cette contre-réaction qui rassemble Arabie saoudite, Qatar, Frères musulmans, États-Unis et Europe, là pour confisquer les révolutions. On a d'ailleurs vu, au mois de mai 2011, le sommet du G8, qui s'est tenu à Deauville, consacrer une grande partie de ses délibérations à soi-disant appuyer les révoltes arabes. Ce sommet est passé assez inaperçu alors que tout le monde aurait dû lire attentivement le document du Fonds monétaire international (FMI) qui y a été soumis et approuvé. Il prévoit 30 milliards de dollars d'aide aux deux révolutions, égyptienne et tunisienne, lesquelles aides sont conditionnées, comme d'habitude, par encore plus de réformes de type néolibéral, c'est-à-dire les réformes mêmes qui ont fini par mettre les Égyptiens et les Tunisiens dans la rue !

### ***Peut-on dire que la stratégie des États-Unis est une stratégie pragmatique, prête à composer avec qui prendra le pouvoir pour autant que leurs affaires continuent ?***

**Georges Corm.** La stratégie américaine est toujours dans le sillage de la politique néoconservatrice de George W. Bush. C'est un remodelage du Moyen-Orient qui convient et tranquillise les États-Unis et sécurise définitivement l'État d'Israël sans que ce dernier n'ait à faire des concessions douloureuses. Quiconque aurait écouté attentivement le discours de Barack Obama au Caire, en juin 2009, aurait compris que, en dépit de la citation de quelques versets du Coran et de quelques paroles aimables sur la souffrance des Palestiniens et sur la protection des minorités, il continuait sur la même ligne que son prédécesseur, à part sur l'Irak où il a accéléré le retrait pour mieux se concentrer sur l'Afghanistan. Le rêve d'un Moyen-Orient

totallement soumis aux intérêts géostratégiques et économiques de l'Occident politique, qui est incarné par l'Otan, est toujours là. La politique des États-Unis est une politique visant à créer le maximum de dissensions entre sunnites et chiites à l'échelle régionale. Nous en souffrons au Liban, en Syrie, à Bahreïn, partout où vous avez des groupes musulmans qui ne sont pas sunnites mais qui peuvent être alaouites, chiites de différentes obédiences. Au Moyen-Orient, malheureusement, l'instrumentalisation du religieux est installée depuis bien longtemps.

### Une voix originale

La voix de Georges Corm, économiste et historien libanais, est d'autant plus intéressante qu'elle tranche souvent avec le politiquement correct de nombreux analystes, qu'ils soient américains, européens ou même arabes. Auteur de nombreux ouvrages de référence sur la question moyen-orientale – citons l'indispensable Proche-Orient éclaté (Gallimard) et Orient-Occident, la fracture imaginaire (La Découverte). De Beyrouth, où il enseigne à l'université Saint-Joseph, dans un pays multiconfessionnel, il ne pouvait que s'intéresser également à la Question religieuse au XXI<sup>e</sup> siècle (La Découverte). On lui doit aussi le Nouveau Gouvernement du monde. Idéologies, structures, contre-pouvoirs, toujours aux éditions La Découverte. Il vient d'actualiser un ouvrage là encore indispensable à qui veut comprendre le pays du Cèdre, le Liban contemporain : histoire et société (La Découverte, 2012), où il analyse finement les évolutions récentes de ce pays, les tensions auxquelles il est soumis et surtout, au regard de l'histoire, ébauche les chemins possibles, hors des impasses actuelles où mène le confessionnalisme omniprésent.

- Lire [nos articles sur la Syrie](#) <sup>[1]</sup>

Entretien réalisé par Pierre Barbancey

**URL source:** <http://www.humanite.fr/tribunes/498175>